

Document

Les pertes des banques de la zone euro supérieures à 920 milliards d'euros (26.03)

La Tribune – 25.03.09

Goldman Sachs évalue les pertes potentielles des banques de la zone euro à 922 milliards d'euros, en tenant compte de leur exposition à l'Europe centrale et orientale et aux Etats-Unis. Sur ce montant estimé, un tiers environ a déjà été reconnu, ce qui revient à dire que les banques de la zone euro auraient encore 600 milliards d'euros de pertes à déclarer.

Aux Etats-Unis, les pertes bancaires sont estimées à quelque 2.000 milliards de dollars. "Ce ne serait pas pire que dans les autres grandes zones mais on a fait moins de chemin," a souligné Natacha Valla, économiste Europe chez Goldman Sachs, lors d'une présentation à la presse mercredi. La crise, a-t-elle expliqué, a révélé la vulnérabilité des pays d'Europe centrale et orientale dont beaucoup ont des soldes extérieurs au moins comparables à ceux de la Corée du Sud, de la Malaisie ou de la Thaïlande en 1996, juste avant la crise asiatique de 1997-1998. De plus, les ménages et les entreprises y sont largement endettés en devises, notamment en euros et en francs suisses.

Le ralentissement de la demande extérieure couplé à la dépréciation des devises locales depuis quelques mois devraient entraîner une augmentation des mauvaises créances qui viendraient gonfler les pertes des banques, selon Goldman Sachs. Les pertes bancaires pourraient ainsi s'élever à environ 9% du produit intérieur brut en Hongrie ou 20% en Estonie, alors que d'autres pays comme la Pologne ou la République tchèque seraient épargnés.

Dans la zone euro, cette exposition pèserait le plus sur l'Autriche (5,1% du PIB) et la Suède (2,6%), alors qu'elle ne serait que de 0,2% en France et en Allemagne.

En tenant compte aussi de l'exposition des banques européennes vis-à-vis des Etats-Unis et des créances douteuses sur leurs marchés domestiques, Goldman Sachs arrive à une évaluation de 922 milliards d'euros, représentant 10,1% du PIB de la zone euro. Sur ce total, 346 milliards ont déjà été reconnus, soit 3,8% du PIB."

Il ne faut pas sous-estimer les nouvelles à venir," a commenté Natacha Valla. "Il y a encore une inconnue qui pèse sur l'ensemble des banques, c'est de mettre un prix sur les actifs toxiques. Tant qu'on aura pas de prix, on aura du mal à tracer une ligne finale."